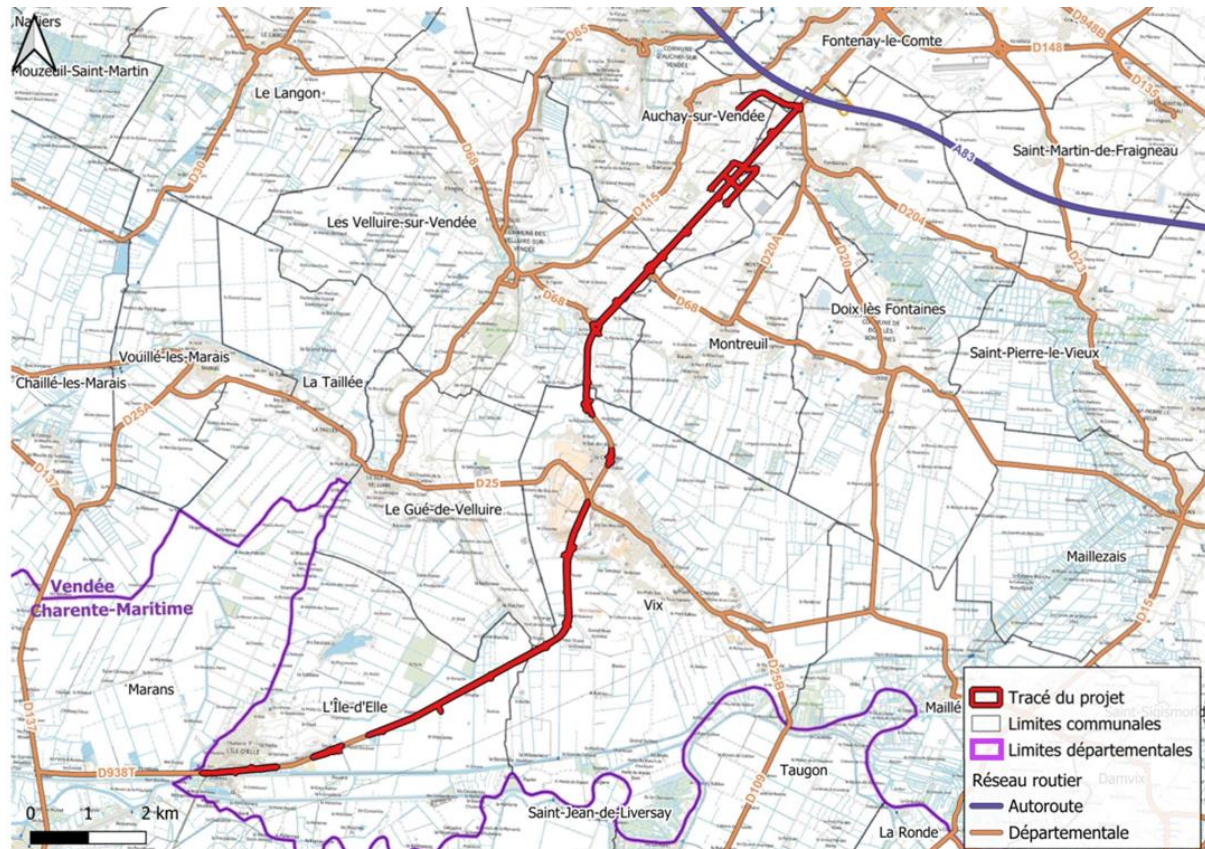


**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA VENDEE**  
**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VENDEE**



**ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE**

**Relative au projet d'aménagement de la route départementale 938 Ter entre Fontenay-le-Comte et le département de Charente-Maritime, incluant la demande d'autorisation environnementale, l'utilité publique des travaux d'aménagement, la mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme de Fontenay-Le-Comte, de Veuilure, de Vix, et de l'Île d'Elle, du classement et déclassement des voiries concernées par l'opération, la demande de dérogation exceptionnelle relative aux espèces et aux habitats protégés.**

**Réalisée du 26 janvier au 25 février 2026**

**Conclusions motivées et avis de la commission d'enquête relatifs à l'utilité publique des travaux d'aménagement de la RD 938 Ter entre Fontenay-le-Comte et la Charente-Maritime**

**Commission d'enquête composée de :**

Messieurs Jean-Yves ALBERT (Président), Jean-Jacques FERRE et Dominique SERIN

**Destinataires :**

Monsieur le Préfet de la Vendée

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes

Conclusions motivées et avis, relatifs à l'utilité publique des travaux d'aménagement de la RD 938 Ter

## Sommaire

1	GÉNÉRALITÉS .....	3
1.1	Le projet de DUP soumis à l'enquête publique .....	3
1.2	L'information du public .....	4
2	LES OBSERVATIONS DU PUBLIC .....	4
3	L'INTERÊT GENERAL DU PROJET .....	4
3.1	La justification de l'intérêt public .....	4
3.2	Les acquisitions foncières .....	5
3.3	Les dépenses prévisibles pour le projet d'aménagement .....	5
3.4	Le parti d'aménagement issu de la concertation .....	5
3.5	Atteinte exorbitante du projet et compensation .....	5
3.6	Critères socio-économiques .....	5
4	AVIS DE LA MRAe ET REPONSE DU MAÎTRE D'OUVRAGE .....	6
5	OBSERVATIONS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET CONSULTEES ....	6
6	POINTS D'APPRECIATIONS DE L'ANALYSE DE L'UTILITE PUBLIQUE .....	6
7	RECOMMANDATION DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE .....	7
8	CONCLUSIONS MOTIVEES .....	7
9	FORMALISATION DE L'AVIS .....	7

# 1 GÉNÉRALITÉS

Le projet d'aménagement de la RD 938 Ter s'inscrit dans le Sud-Est du département de la Vendée, sur un axe structurant reliant la commune de Fontenay-le-Comte à L'Île-d'Elle, en continuité vers le département de la Charente-Maritime. Cet itinéraire constitue un maillon du réseau routier départemental, assurant la liaison entre le bassin de vie et d'emplois de Fontenay-le-Comte et les territoires du Sud Vendée ainsi que de l'arrière-pays rochelais.

Le projet consiste en l'aménagement de la RD 938 Ter avec la création de 10 créniaux de dépassement complétés par la mise en œuvre de 12 carrefours de type tourne-à-gauche sécurisés et de 2 giratoires ainsi que l'aménagement de la traversée de l'Île d'Elle.

Par décision E 25000241/85 en date du 18 novembre 2025, Madame la première Vice-présidente du tribunal administratif de Nantes, a désigné, pour la conduite de l'enquête publique unique, une commission d'enquête. Cette commission est composée de : Monsieur Jean-Yves ALBERT, en qualité de Président ; Monsieur Jean-Jacques FERRE, et Monsieur Dominique SERIN en qualité de membres titulaires, Madame Anne-Claire MAUGRION en tant que membre suppléante.

Le préfet de la Vendée, par arrêté n° 2025-DCPATE-714 du 12 décembre 2025, a organisé l'enquête publique unique portant sur :

- L'utilité publique du projet d'aménagement de la RD 938T,
- La mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme de Fontenay-le-Comte, de Velluire, de Vix et de l'Île-d'Elle,
- Le classement et déclassement des voies concernées par l'opération,
- La demande d'autorisation environnementale,
- La demande de dérogation relative aux espèces et aux habitats protégés.

L'enquête publique unique s'est déroulée du lundi 26 janvier 2026 à 9h00 (heure d'ouverture de l'EP) au mercredi 25 février 2026 à 17h00 (heure de clôture de l'EP). Pendant toute la durée de l'EP le public a pu déposer ses observations ou propositions sur les registres d'EP déposés en Mairies, sur le registre dématérialisé dédié à l'enquête, par courriel à l'adresse dédiée ou par courrier adressé au siège de l'enquête.

Le rapport est commun aux cinq objets de cette enquête. En revanche, il est établi cinq conclusions. Le présent document concerne uniquement les conclusions motivées et avis sur la déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux d'aménagements de la RD 938 Ter entre Fontenay-le-Comte et la Charente-Maritime.

La DUP a pour finalité de reconnaître l'intérêt général du projet et, le cas échéant, de permettre la réalisation d'acquisitions foncières nécessaires à sa mise en œuvre par voie amiable ou par expropriation. Dans le cas présent, elle porte sur l'aménagement de créniaux de dépassement, la reconfiguration des carrefours et les voies de rétablissement qui en résultent et enfin sur les différents ouvrages hydrauliques réalisées pour la gestion des eaux de ruissellement.

## 1.1 Le projet de DUP soumis à l'enquête publique

Le projet prévoit l'aménagement de la RD 938 Ter actuellement bidirectionnel sur environ 17 km avec la création de 10 créniaux de dépassement complétés par la mise en œuvre de 12 carrefours de type tourne-à-gauche sécurisés et de 2 giratoires. Les accotements de la route départementale seront revêtus et élargis à 2 m de chaque côté pour constituer des bandes multifonctionnelles. Plusieurs fermetures d'accès sécants à la RD 938 Ter seront réalisées. En contrepartie, des voies de rétablissement seront créées. Des bassins de rétention seront aménagés pour récolter les eaux de pluie et des aménagements hydrauliques traversants seront construits sur la totalité du parcours.

L'aménagement de la RD 938 Ter répond aux objectifs de sécurité et de fluidité des échanges économiques locaux entre le bassin de Fontenay-le-Comte et celui de La Rochelle tout en

observant les principes de limitation des emprises foncières sur les terres agricoles et d'évitement des enjeux environnementaux forts tels qu'une emprise en zone Natura 2000. Pour cette raison, il n'est pas prévu de déviation de la commune de l'Île-d'Elle.

L'estimation globale des emprises du projet routier se monte à 34,35 ha dont 29,55 ha en Zone A. Cette estimation sommaire globale sera affinée.

Divers aménagements sont également prévus pour la traversée de l'Île-d'Elle. Ils visent principalement à apaiser les vitesses en entrée d'agglomération et assurer une bonne cohabitation entre les différents usages ; circulation en transit, circulations douces, stationnement et commerces.

Le projet prévoit en même temps de recueillir et d'acheminer les eaux de ruissellement des voiries existantes et projetées vers des bassins d'écroulement et de traitement au nombre de 8 qui seront positionnés le long de la RD 938 Ter.

## 1.2 L'information du public

La publicité réglementaire de l'enquête a été mise en œuvre en application de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-714 du 12 décembre 2025.

- **Presse** : l'avis d'ouverture de l'EP a été publié par annonce légale dans les quotidiens « Ouest France » et « l'écho de l'Ouest » les 9 et 30 janvier 2026
- **Internet** : l'avis d'ouverture de l'EP a été consultable sur le site internet des services de l'Etat en Vendée à, l'adresse : [www.vendee.gouv.fr](http://www.vendee.gouv.fr) et sur le site internet du registre dématérialisé : [www.registre-dematerialise.fr/](http://www.registre-dematerialise.fr/)
- **Affichage** : l'avis d'ouverture de l'EP a été affiché, quinze jours avant son ouverture et pendant toute la durée de celle-ci, dans les communes concernées. Le Maître d'ouvrage a également procédé à l'affichage de l'avis d'EP sur 51 sites dans le périmètre de l'opération. Cette formalité a été constatée le 12 janvier 2026 par Maître Julien Bouquet Huissier de Justice.

Le dossier complet (papier et version numérique) a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête. Celui-ci a eu toute latitude pour faire valoir ses observations, propositions ou contre-propositions tant sur les registres papiers, registre numérique que par courriel ou courrier postal.

## 2 LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Les personnes qui se sont manifestées ne se sont pas prononcées spécifiquement sur l'utilité publique du projet. Cependant, la commission a recensé 55 contributions qui portaient sur les conséquences économiques positives du projet ainsi que 121 sur l'amélioration de la sécurité routière et 27 sur l'emprise foncière, notamment agricole.

L'intérêt manifesté par le public dans ces différents domaines est un facteur d'appréciation de l'utilité publique du projet.

## 3 L'INTERÊT GENERAL DU PROJET

### 3.1 La justification de l'intérêt public

Le dossier souligne l'importance socio-économique du projet sur l'axe bidirectionnel départemental Fontenay-le-Comte / La Rochelle. Le trafic journalier varie entre 4 300 et 7 600 véhicules selon la période de l'année et la section étudiée. Des pointes de trafic journalier ont été recensées les samedis d'été pouvant monter à 10 700 véhicules.

La mixité des usagers est forte avec des poids lourds, des véhicules légers et des engins agricoles et de nombreuses intersections présentes sur le parcours. La nature du trafic sur cet axe et son

intensité conduisent les élus, les riverains et les différents acteurs économiques à demander un renforcement de la sécurité et de la fluidité des échanges tout en conservant un trafic à rayonnement local.

L'insuffisance de zones de dépassement sécurisées et la multiplicité des voies sécantes le long de la section de la RD 938 Ter ont été facteurs d'accidents (19) dont 3 mortels ces dernières années.

### **3.2 Les acquisitions foncières**

Les emprises du projet d'aménagement routier concernent principalement des terres agricoles destinées à la culture et à l'élevage. L'emprise est estimée à 29,55 ha en zonage A, pour un total de 34,35 ha consommées. Ces estimations seront toutefois affinées ultérieurement.

### **3.3 Les dépenses prévisibles pour le projet d'aménagement**

L'appréciation sommaire des dépenses est de l'ordre de 22,5 M€ dont 21,5 M€ pour les travaux et 258 K€ pour les acquisitions foncières. La part restante la plus importante concerne les aménagements paysagers et les mesures en faveur du milieu naturel (880 K€).

### **3.4 Le parti d'aménagement issu de la concertation**

Il ressort de la phase de concertation qu'au vu du trafic journalier inférieur à 8 000 véhicules dont environ 570 poids lourds, la création de créniaux de dépassement à 3 voies est suffisante et ne justifie pas une mise à 2 x 2 voies. Par ailleurs, les études prospectives de trafic démontrent que la création d'une 3 voies associée à la future déviation de Marans et l'aménagement prévu à 2 x 2 voies de la RD 137 pour la desserte de Luçon n'entraîneront pas de transfert de trafic national vers la RD 938 Ter.

Le parti d'aménagement retenu est donc plus sobre en consommation de surfaces foncières agricoles. Il permet de limiter les impacts environnementaux et est moins coûteux qu'un aménagement à 2 x 2 non nécessaire au regard du trafic et de ses évolutions.

Enfin, concernant la déviation du bourg de l'Île-d'Elle, une étude de faisabilité a été réalisée mais abandonnée car présentant trop de contraintes environnementales du fait de la proximité avec des sites Natura 2000 et de la présence de zones humides.

### **3.5 Atteinte exorbitante du projet et compensation**

Le maître d'ouvrage a atténué les effets environnementaux et économiques du projet avec l'aménagement de créniaux de dépassement plus sobre en foncier agricole que la construction d'une 2 x 2 voies. De même, le parti a été pris de ne pas contourner l'Île-d'Elle pour éviter les contraintes environnementales.

Les impacts sur l'activité agricole feront l'objet de mesures de compensation. Le Conseil départemental de la Vendée, porteur du projet, a d'ores et déjà engagé une concertation avec les exploitants concernés, ceci dans le respect des protocoles d'indemnisation en vigueur. La collectivité demeure attentive aux enjeux relatifs à la restructuration foncière et pourra étudier d'éventuels ajustements au projet.

Il faut noter que peu de contributions ont porté sur le sujet des compensations financières. Il demeure cependant que ce point ne peut être écarté compte tenu des emprises foncières notamment agricoles qui sont prévues pour la réalisation du projet.

### **3.6 Critères socio-économiques**

Les scénarii après projet présentent des trajectoires d'évolutions positives pour le développement économique de Fontenay-le-Comte grâce à la fluidité des échanges locaux avec le bassin de La Rochelle. Ces perspectives sont favorables à une dynamisation de l'attractivité des communes voisines de la RD 938 Ter.

Le projet prévoit d'améliorer la fluidité du trafic et de sécuriser l'itinéraire actuel ainsi que les carrefours. Pour les modes actifs, il n'est pas prévu d'aménagement cyclable. Néanmoins, des bandes multifonctionnelles (BDD) sécuriseront les 2 roues et le passage inférieur prévu dans le projet offrira une traversée sécurisée des cycles en dehors des flux de circulation.

Il faut noter que près d'un tiers des contributions du public (55) mentionne plus ou moins explicitement les conséquences du projet dans les domaines économiques, financiers et de l'emploi.

## **4 AVIS DE LA MRAe ET REPONSE DU MAÎTRE D'OUVRAGE**

L'autorité environnementale ne remet pas en cause l'utilité publique du projet mais invite le maître d'ouvrage à mieux identifier les enjeux dans l'hypothèse où un réaménagement foncier serait engagé. Sur ce point, le Conseil départemental admet qu'une réponse complémentaire sera apportée lors des phases ultérieures dans la mise en œuvre du projet. Il considère cependant que l'étude d'impact présentée est proportionnée au stade actuel du projet.

## **5 OBSERVATIONS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET CONSULTEES**

Les avis émis par les personnes publiques associées et consultées ne font apparaître aucune remarque ou réserve sur l'utilité publique du projet.

## **6 POINTS D'APPRECIATIONS DE L'ANALYSE DE L'UTILITE PUBLIQUE**

### **Les inconvénients identifiés :**

- A ce stade du projet, les mesures de compensation ne sont pas connues et par conséquent, les ajustements qui pourraient intervenir,
- La dissociation du trafic présent sur la RD 137 et sur la future déviation de Marans, du trafic de la RD 938 Ter n'est pas perçue par une partie du public qui s'est exprimé.

### **Au crédit du projet :**

- Le choix privilégié d'aménager la RD 938 Ter en évitant le contournement de l'Île-d'Elle procède de la volonté de restreindre l'emprise foncière notamment agricole et d'éviter les contraintes fortes par la présence de sites Natura 2000,
- La prise en compte de l'accidentologie sur la RD 938 Ter avec l'aménagement des carrefours concourt à la mise en sécurité de cet axe et répond en même temps aux nombreuses contributions ayant trait à ce point,
- Le traitement hydraulique des eaux de ruissellement avec l'aménagement de bassins de rétention et d'aqueducs le long du parcours contribue à l'amélioration du milieu,
- La réalisation de créniaux de dépassement alternés entre Fontenay-le-Comte et l'entrée de l'Île-d'Elle apporte de la fluidité au trafic caractérisé par la mixité des usagers, poids lourds, véhicules légers, convois agricoles et véhicules deux roues,
- La réalisation de bandes latérales multifonctionnelles permet une meilleure sécurisation de la circulation des deux roues,
- Le projet prend en compte le besoin des agriculteurs par la réalisation d'un passage inférieur et de voies de desserte agricoles,
- L'utilité publique du projet est mise en avant par plus de 60% des contributions à cette enquête en évoquant : les gains en sécurité des usagers, en fluidité du trafic et le développement économique du territoire.



## 7 RECOMMANDATION DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

La commission d'enquête recommande qu'une attention particulière soit portée au secteur de sortie de l'agglomération de L'Île-d'Elle, notamment sur le tronçon entre le pont du Gouffre et le passage à niveau n°126. Plusieurs contributions ont en effet évoqué les conditions de circulation et de sécurité dans ce secteur. La commission invite le maître d'ouvrage à examiner, lors des phases ultérieures du projet, les aménagements susceptibles d'améliorer la lisibilité et la sécurité de ce tronçon.

## 8 CONCLUSIONS MOTIVEES

Concernant les deux points identifiés comme préjudiciables à l'utilité publique du projet, la commission d'enquête considère que si les mesures de compensation ne sont pas connues à ce stade de l'enquête, le Conseil départemental a déjà engagé une concertation en ce sens.

S'agissant des trafics sur la RD 137 et la RD 938 Ter, l'étude prospective présente dans le dossier conclut à une séparation des flux, l'un d'envergure nationale et l'autre locale. La Commission d'enquête suppose qu'un défaut d'information a pu être à l'origine de cette confusion de la part du public. Elle considère que réaliser un contournement de l'Île-d'Elle présenterait une atteinte disproportionnée à l'environnement.

Par conséquent, la commission d'enquête estime que le projet peut être déclaré d'utilité publique.

Le parti d'aménager la RD 938 Ter avec l'objectif de sécuriser et de fluidifier les trajets, les atteintes à la propriété privée et à l'environnement, le coût financier de l'opération et la prise en compte des critères socio-économiques ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt général du projet.

## 9 FORMALISATION DE L'AVIS

La Commission d'enquête émet un « AVIS FAVORABLE » au projet de déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement de la RD 938 Ter entre Fontenay-le-Comte et la Charente-Maritime.

Fait à La Roche sur Yon le 25 mars 2026

Le Président de la Commission d'Enquête



Jean-Yves ALBERT

Les Commissaires Enquêteurs



Jean-Jacques FERRE



Dominique SERIN